



Le ministre de l'Enseignement supérieur s'est démarqué de son éditorial écrit en novembre 2012 et publié dans l'édition 872 du journal L'Action, propriété du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) au pouvoir. Dans cet article intitulé « M. Franck Biya a choisi un itinéraire admirable », Jacques Fame Ndongo (photo), dans sa posture de secrétaire à la communication du comité central du RDPC, nie l'existence d'un projet visant à faire succéder le président de la République, Paul Biya, par son fils aîné Franck Biya.

« Au-delà du "phéno-texte" (les élucubrations sur les fonds qu'aurait pris dolosivement M. Franck Biya), l'essentiel de l'activisme fébrile de certains agitateurs politiques réside dans le "géno-texte" (...) : les décrypteurs des boules de cristal redoutent sans nul doute la désignation (imaginaire) de M. Franck Biya ès qualités de dauphin (successeur putatif) de son illustre père », écrit alors le ministre d'État, par ailleurs influent membre du Bureau politique du parti du flambeau.

Le texte fait parti d'un dossier sur ce qui était alors désigné l'affaire Franck Biya. Le fils du chef de l'État était accusé d'avoir empoché près de 100 milliards de FCFA grâce à une spéculation frauduleuse opérée sur les titres du Trésor. Le ministre Jacques Fame Ndongo voit alors en cette affaire, un moyen de savonner la planche à un homme dont on prêtait à tort des ambitions présidentielles. « En vérité, je vous le dis de manière péremptoire et apodictique : il n'y a pas de dauphin au Cameroun. Le dauphinat relève de la monarchie (...). Le Cameroun

n'est pas une monarchie », affirme-t-il à ce moment-là.

Évolution du contexte

Plus de 10 ans plus tard, le ministre d'État n'assume plus son texte. « Un texte intitulé monsieur Franck Biya a choisi un itinéraire admirable, attribué au ministre d'État, ministre de l'Enseignement supérieur, membre du bureau politique, secrétaire à la communication du Comité central du RDPC, circule depuis un moment dans les réseaux sociaux. La cellule de communication du ministère de l'Enseignement supérieur tient à apporter un démenti formel. Ce texte n'est pas du ministre d'État, ministre de l'Enseignement supérieur, le professeur Jacques Fame Ndongu », publie avec insistance le professeur Meyolo Joël Narcisse, proche du ministre d'État. Contacté par SBBC, ce dernier en rajoute : « celui qui est partagé (le texte) a été modifié et sorti de son contexte ».

Il faut dire que le contexte a en effet évolué. Depuis plus de 3 ans, le pouvoir regarde avec une certaine candeur les appels à la candidature de Franck Biya à la prochaine élection présidentielle théoriquement prévue au troisième trimestre 2025. Les partisans de cette idée, réunis autour de mouvements dits « Franckistes » ou « fébistes », assistent d'ailleurs à des manifestations publiques avec la bénédiction des autorités locales.

Pour l'instant, Franck Biya garde le silence, mais pose des actes qui laissent songeurs. Le 5 novembre dernier, il a rendu visite à Aboubakary Abdoulaye, lamido de Rey-Bouba, dans le Nord du pays, et par ailleurs vice-président du Sénat. Et le lendemain, il a participé dans la ville de Garoua aux festivités marquant le 40e anniversaire du parti au pouvoir, arborant une écharpe aux couleurs du RDPC. Lors du 39e anniversaire, il avait déjà rendu visite au sultan des Bamouns, un puissant monarque soutien du RDPC dans la région de l'Ouest.

Le refus du ministre Fame Ndongu d'assumer aujourd'hui la paternité d'une position défendue il y a un peu plus de 10 ans apparaît de fait comme une démarche visant à éviter de se mettre en porte-à-faux avec la volonté qui s'exprime de plus en plus de voir Franck Biya prendre le pouvoir après son père.

[SBBC](#)